



# Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de six mois  
clos le 30 septembre 2014



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	8
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	9

**ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**  
**COMPTE RENDU DE LA DIRECTION**  
**POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2014**

---

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, qui ont été préparés selon les normes de comptabilisation et d'évaluation applicables aux termes des Normes internationales d'information financière (IFRS). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport de gestion et les états financiers audités de l'exercice clos le 31 mars 2014 et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2014 de l'ACSTA. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 26 novembre 2014, sauf indication contraire.

*Déclarations prospectives*

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

*Caractère significatif*

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans le compte rendu, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

---

**APERÇU DE L'ORGANISATION**

L'ACSTA est une société d'État mandataire chargée de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes — ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport — qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée désignée. L'ACSTA doit aussi veiller à ce que le niveau de contrôle soit uniforme partout au Canada et exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien que la ministre des Transports, sous réserve des modalités qu'elle détermine, lui confère. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien tels qu'ils sont désignés par le gouvernement du Canada.

Pour ce faire, l'ACSTA assure des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE);
- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées des aéroports, au moyen de données biométriques.

En plus de mener les activités découlant de son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret durant les périodes creuses en utilisant la technologie et les ressources existantes.

## **CONTEXTE OPÉRATIONNEL**

La partie ci-après du rapport présente de l'information sur les changements importants qui sont survenus dans le contexte opérationnel de l'organisation depuis le 30 juin 2014.

### **CROISSANCE DU NOMBRE DE PASSAGERS ET TAUX DE FACTURATION DES FOURNISSEURS DE SERVICES DE CONTRÔLE**

---

Le profil de financement de fonctionnement de l'ACSTA ne tient que partiellement compte de la croissance du volume de passagers et de l'augmentation des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle.

Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées a augmenté de 7,9 % au cours du trimestre clos le 30 septembre 2014 par rapport à la période correspondante de 2013. De plus, le pouvoir d'achat de l'ACSTA pour les heures de contrôle a diminué en raison des hausses annuelles des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle.

Par conséquent, l'ACSTA a constaté une augmentation du temps d'attente des passagers. L'organisation continue de collaborer avec Transports Canada pour atténuer l'incidence de cette situation sur ses activités et les voyageurs.

### **CHANGEMENT ORGANISATIONNEL**

---

Lise Patry, vice-présidente, services juridiques et secrétaire de la société, a quitté l'ACSTA le 31 octobre 2014. Chuck Gudgeon, directeur, Acquisitions et contrats, assume temporairement les fonctions de Madame Patry.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

Il n'y a eu aucun changement important dans le profil de risque de l'ACSTA par rapport au profil présenté dans le Rapport annuel de 2014.

## INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES ET CUMULATIVES DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE

Le tableau ci-après présente les points saillants de l'état du résultat global pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre 2014 et le 30 septembre 2013 :

Points saillants financiers – État du résultat global	Trimestres clos les				Périodes de six mois closes les			
	30 septembre				30 septembre			
	2014	2013	Écart en \$	Écart en %	2014	2013	Écart en \$	Écart en %
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(non audités)			(non audités)	(non audités)		
<b>Charges<sup>1</sup></b>								
Services de contrôle et autres coûts connexes	102 594 \$	85 130 \$	17 464 \$	21%	198 473 \$	170 579 \$	27 894	16%
Soutien des programmes et services généraux	17 839	17 676	163	1%	37 564	38 555	(991)	(3%)
Amortissement	13 805	15 355	(1 550)	(10%)	28 054	31 626	(3 572)	(11%)
Exploitation et entretien du matériel	12 060	10 425	1 635	16%	23 645	21 366	2 279	11%
<b>Total des charges</b>	<b>146 298 \$</b>	<b>128 586 \$</b>	<b>17 712 \$</b>	<b>14%</b>	<b>287 736 \$</b>	<b>262 126 \$</b>	<b>25 610 \$</b>	<b>10%</b>
<b>Total des autres charges (produits)</b>	<b>139</b>	<b>538</b>	<b>(399)</b>	<b>(74%)</b>	<b>(63)</b>	<b>969</b>	<b>(1 032)</b>	<b>(107%)</b>
<b>Performance financière avant le financement public</b>	<b>146 437 \$</b>	<b>129 124 \$</b>	<b>17 313 \$</b>	<b>13%</b>	<b>287 673 \$</b>	<b>263 095 \$</b>	<b>24 578 \$</b>	<b>9%</b>
<b>Financement public</b>								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	131 521 \$	111 610 \$	19 911 \$	18%	255 562 \$	226 100 \$	29 462 \$	13%
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	14 018	16 027	(2 009)	(13%)	28 261	32 802	(4 541)	(14%)
<b>Total du financement public</b>	<b>145 539 \$</b>	<b>127 637 \$</b>	<b>17 902 \$</b>	<b>14%</b>	<b>283 823 \$</b>	<b>258 902 \$</b>	<b>24 921 \$</b>	<b>10%</b>
<b>Performance financière et résultat global total</b>	<b>(898) \$</b>	<b>(1 487) \$</b>	<b>589 \$</b>	<b>(40%)</b>	<b>(3 850) \$</b>	<b>(4 193) \$</b>	<b>343 \$</b>	<b>8%</b>

<sup>1</sup> Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état du résultat global, alors qu'elles sont présentées par grandes catégories de charge dans le tableau ci-haut, conformément à la note complémentaire 10 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014.

Le tableau ci-après présente les points saillants de l'état de la situation financière au 30 septembre 2014 et au 31 mars 2014 :

Points saillants financiers – État de la situation financière	30 septembre	31 mars	Écart en \$	Écart en %
	2014	2014		
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(audités)		
<b>Total des actifs</b>	<b>397 468 \$</b>	<b>439 601 \$</b>	<b>(42 133) \$</b>	<b>(10%)</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>410 448 \$</b>	<b>448 731 \$</b>	<b>(38 283) \$</b>	<b>(9%)</b>

## **ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE**

La présente section décrit les principaux écarts observés dans l'état du résultat global pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

### ***Services de contrôle et autres coûts connexes***

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 17 464 \$ (21 %) et de 27 894 \$ (16 %), respectivement, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Cela s'explique surtout par l'augmentation du nombre d'heures de contrôle achetées pour le programme de CNP amélioré, comme il est énoncé dans le Rapport annuel de 2014.

L'augmentation est également attribuable au nombre d'heures de contrôle achetées pour les points de contrôle de CPE qui a été légèrement plus élevé durant le trimestre. Les heures supplémentaires achetées ont aidé à réduire l'augmentation du temps d'attente des passagers dû à l'augmentation des volumes de passagers aux huit aéroports les plus occupés du pays.

De plus, les augmentations contractuelles annuelles des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle ont également entraîné des coûts relatifs aux services de contrôle plus élevés.

### ***Amortissement***

Le montant de l'amortissement a diminué de 1 550 \$ (10 %) et de 3 572 \$ (11 %), respectivement, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Cette diminution s'explique principalement par la révision de la durée d'utilité estimée de certain matériel de CBE au cours de l'exercice 2013-2014. Ce matériel est en cours de remplacement dans le cadre du programme pluriannuel de gestion du cycle de vie du CBE. La diminution est également due au fait que certains ordinateurs, logiciels intégrés et matériels électroniques sont devenus entièrement amortis.

### ***Exploitation et entretien du matériel***

Les coûts d'exploitation et d'entretien du matériel ont augmenté de 1 635 \$ (16 %) et de 2 279 \$ (11 %), respectivement, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Cette augmentation s'explique principalement par une utilisation plus élevée des pièces de rechange, des augmentations contractuelles annuelles en matière de services d'entretien et de l'expiration de la garantie de certains appareils du système de détection d'explosifs. L'augmentation est également due aux coûts plus élevés de formation et de certification découlant de l'installation de nouveau matériel de système de détection d'explosifs.

### ***Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation***

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a augmenté de 19 911 \$ (18 %) et de 29 462 \$ (13 %), respectivement, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. L'augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des charges au titre des services de contrôle et autres coûts connexes, qui a été expliquée précédemment.

### *Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations*

Le montant de l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a diminué de 2 009 \$ (13 %) et de 4 541 \$ (14 %), respectivement, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Cette diminution s'explique principalement par la réduction du montant de l'amortissement, qui a été expliquée précédemment.

### **ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état de la situation financière au 30 septembre 2014 par rapport au 31 mars 2014.

#### **TOTAL DES ACTIFS**

---

Le total des actifs a diminué de 42 133 \$ (10 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Les clients et autres débiteurs ont diminué de 28 958 \$ surtout en raison de la réduction des crédits parlementaires à recevoir, qui résulte du moment où les montants ont été demandés du Trésor du Canada.
- Les immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 6 032 \$ surtout en raison de l'amortissement. Cette baisse a été partiellement compensée par l'acquisition et l'installation d'immobilisations.

#### **TOTAL DES PASSIFS**

---

Le total des passifs a diminué de 38 283 \$ (9 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Les fournisseurs et autres créditeurs ont diminué de 30 190 \$ surtout en raison du moment où les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs.
- Le financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a diminué de 6 032 \$ à la suite de la constatation d'un amortissement qui est supérieur au montant des crédits parlementaires acquis.
- Le financement public différé lié aux charges d'exploitation a diminué de 2 965 \$ en raison de la réduction des soldes au titre des stocks et des charges payées d'avance.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Les activités de l'ACSTA sont financées grâce aux crédits parlementaires versés par le gouvernement du Canada. Le montant des crédits parlementaires utilisés est comptabilisé selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée ». Le tableau ci-après permet donc d'effectuer un rapprochement entre les crédits parlementaires utilisés au titre des charges d'exploitation et les charges d'exploitation comptabilisées selon les IFRS :

Rapprochement du total des charges et des crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de six mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
		(non audités)	(non audités)	(non audités)
<b>Total des charges</b>	146 298 \$	128 586 \$	287 736 \$	262 126 \$
<b>Produits financiers, charges financières et gain/perte de change</b>	(74)	(134)	(259)	(133)
<b>Charges d'exploitation sans effet sur la trésorerie</b>				
Amortissement	(13 805)	(15 355)	(28 054)	(31 626)
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	(1 307)	(1 836)	(3 144)	(3 335)
Frais relatifs aux employés à payer <sup>2</sup>	347	292	(830)	(971)
Pièces de rechange provenant des immobilisations <sup>3</sup>	-	-	(11)	(75)
Charges au titre des avantages incitatifs à la location différés <sup>4</sup>	62	57	124	114
<b>Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation</b>	<b>131 521 \$</b>	<b>111 610 \$</b>	<b>255 562 \$</b>	<b>226 100 \$</b>
<b>Autres éléments affectant le financement</b>				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks <sup>5</sup>	(1 411)	(837)	(2 965)	(1 193)
<b>Total des crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation</b>	<b>130 110 \$</b>	<b>110 773 \$</b>	<b>252 597 \$</b>	<b>224 907 \$</b>

<sup>1</sup> Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état du résultat global conformément aux IFRS. Aux termes de la *Directive sur l'utilisation du Trésor pour les sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, l'ACSTA est autorisée à prélever du Trésor du Canada les fonds pour répondre à ses besoins financiers à court terme. Le montant à prélever est déterminé en fonction d'une évaluation de la solvabilité et d'une évaluation axée sur la poursuite des activités des régimes de retraite, qui sont exécutés par les actuaires de l'organisation, conformément à la *Loi sur les normes de prestation de pension*. Le montant prélevé au titre des avantages du personnel n'est pas nécessairement égal à la charge correspondante qui doit être comptabilisée selon les IFRS, ce qui crée un élément de rapprochement.

<sup>2</sup> Les frais relatifs aux employés à payer sont des charges comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances constituées au 30 septembre 2014. Ces frais sont financés avec les crédits parlementaires à la fin de l'exercice, ce qui crée un élément de rapprochement.

<sup>3</sup> Les pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés en tant que pièces de rechange et passés en charges au cours de l'exercice considéré, ce qui crée un élément de rapprochement.

<sup>4</sup> Les avantages incitatifs à la location différés constituent un ajustement comptable sans effet de trésorerie qui sert à comptabiliser les avantages découlant des contrats de location dont les modalités sont favorables, y compris les réductions significatives du loyer et l'utilisation gratuite de parties communes. Les frais de location sont financés avec les crédits au fur et à mesure des décaissements, ce qui crée un élément de rapprochement.

<sup>5</sup> Les charges payées d'avance et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits lors de leur achat, ce qui crée un élément de rapprochement.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les crédits parlementaires utilisés pour les immobilisations et les acquisitions d'immobilisations présentées selon les IFRS :

Rapprochement des acquisitions d'immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour les immobilisations (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de six mois closes les 30 septembre	
	2014 (non audité)	2013 (non audité)	2014 (non audité)	2013 (non audité)
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs	13 131 \$	9 014 \$	21 876 \$	11 468 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs	341	481	376	1 370
<b>Total des acquisitions d'immobilisations</b>	<b>13 472 \$</b>	<b>9 495 \$</b>	<b>22 252 \$</b>	<b>12 838 \$</b>
Produits de la sortie d'immobilisations	(2)	(16)	(23)	(16)
<b>Total des crédits parlementaires utilisés pour les immobilisations</b>	<b>13 470 \$</b>	<b>9 479 \$</b>	<b>22 229 \$</b>	<b>12 822 \$</b>

### CRÉDITS PARLEMENTAIRES UTILISÉS PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le montant des crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2014 est conforme à ce qui était prévu dans le budget de fonctionnement du Plan d'entreprise approuvé de 2014-2015.

Les crédits parlementaires utilisés pour financer les dépenses en immobilisations pour la période de six mois close le 30 septembre 2014 représentent 19 % du budget d'investissement annuel approuvé du Plan d'entreprise 2014-2015, ce qui est inférieur à ce qui était prévu. Cela est principalement dû aux retards accusés dans les dépenses en immobilisations associées à la gestion du cycle de vie des systèmes de CBE à certains aéroports en raison des modifications des plans de projets des aéroports, indépendantes de la volonté de l'ACSTA.

L'ACSTA est en voie d'atteindre les buts opérationnels, les objectifs et les résultats financiers pour l'exercice en cours tels que décrits dans le Plan d'entreprise approuvé de 2014-2015, considération faite des délais décrits ci-haut.

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés et pour les périodes closes à ces dates.



---

Angus Watt  
Président et chef de la direction  
Ottawa, Canada

26 novembre 2014



---

Mario Malouin, CPA, CA, MA  
Vice-président et chef des services financiers  
Ottawa, Canada

26 novembre 2014

États financiers intermédiaires résumés

# **ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013

(non audités)

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2014	31 mars 2014
<b>Actif</b>		
Actifs courants		
Trésorerie	4 129 \$	6 191 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	83 682	112 640
Stocks (note 5)	15 290	17 065
Charges payées d'avance	1 698	2 888
	104 799	138 784
Actifs non courants		
Avantages du personnel (note 9)	5 904	8 020
Immobilisations corporelles (note 6)	283 807	288 040
Immobilisations incorporelles (note 7)	2 958	4 757
	292 669	300 817
	397 468 \$	439 601 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	88 641 \$	118 831 \$
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 8)	16 988	19 953
	105 629	138 784
Passifs non courants		
Avantages incitatifs à la location différés	929	1 053
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	286 765	292 797
Avantages du personnel (note 9)	17 125	16 097
	304 819	309 947
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(12 980)	(9 130)
	397 468 \$	439 601 \$

Engagements (note 12) et passifs éventuels (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
<b>Charges</b>				
Contrôle préembarquement	81 221 \$	76 076 \$	159 655 \$	155 803 \$
Contrôle des bagages enregistrés	35 531	33 989	71 407	68 609
Contrôle des non-passagers	18 198	6 562	33 565	11 393
Services généraux	10 370	11 018	21 394	24 561
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	978	941	1 715	1 760
<b>Total des charges (note 10)</b>	<b>146 298</b>	<b>128 586</b>	<b>287 736</b>	<b>262 126</b>
<b>Autres charges (produits)</b>				
Radiation d'immobilisations incorporelles (note 7)	148	521	148	521
Perte sur immobilisations corporelles	65	151	48	580
Charges financières	-	-	1	1
Produits financiers	(133)	(118)	(250)	(222)
Perte (gain) de change	59	(16)	(10)	89
<b>Total des autres charges (produits)</b>	<b>139</b>	<b>538</b>	<b>(63)</b>	<b>969</b>
<b>Performance financière avant le financement public</b>	<b>146 437</b>	<b>129 124</b>	<b>287 673</b>	<b>263 095</b>
<b>Financement public</b>				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	131 521	111 610	255 562	226 100
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	14 018	16 027	28 261	32 802
<b>Total du financement public</b>	<b>145 539</b>	<b>127 637</b>	<b>283 823</b>	<b>258 902</b>
<b>Performance financière et résultat global total</b>	<b>(898) \$</b>	<b>(1 487) \$</b>	<b>(3 850) \$</b>	<b>(4 193) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

---

## Pour les trimestres clos le 30 septembre :

	Déficit accumulé
Solde au 30 juin 2013	(21 178) \$
Performance financière et résultat global total qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	(1 487)
<b>Solde au 30 septembre 2013</b>	<b>(22 665) \$</b>
Solde au 30 juin 2014	(12 082) \$
Performance financière et résultat global total qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	(898)
<b>Solde au 30 septembre 2014</b>	<b>(12 980) \$</b>

---

## Pour les périodes de six mois closes le 30 septembre:

	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2013	(18 472) \$
Performance financière et résultat global total qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	(4 193)
<b>Solde au 30 septembre 2013</b>	<b>(22 665) \$</b>
Solde au 31 mars 2014	(9 130) \$
Performance financière et résultat global total qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	(3 850)
<b>Solde au 30 septembre 2014</b>	<b>(12 980) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(898) \$	(1 487) \$	(3 850) \$	(4 193) \$
Éléments sans effet de trésorerie				
Amortissement d'immobilisations corporelles (note 10)	13 022	14 072	26 370	29 010
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel	1 307	1 836	3 144	3 335
Amortissement d'immobilisations incorporelles (note 10)	783	1 283	1 684	2 616
Radiation d'immobilisations corporelles (note 7)	148	521	148	521
Perte sur immobilisations corporelles	65	151	48	580
Autre transaction sans effet de trésorerie	-	-	-	25
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	(14 018)	(16 027)	(28 261)	(32 802)
Diminution des avantages incitatifs à la location différés	(62)	(57)	(124)	(114)
Variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement (note 13)	(22 802)	(2 335)	9 935	4 976
	(22 455)	(2 043)	9 094	3 954
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations	13 239	6 398	52 239	16 398
Acquisition d'immobilisations corporelles	(22 562)	(2 007)	(63 362)	(16 978)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(21)	(363)	(33)	(721)
	(9 344)	4 028	(11 156)	(1 301)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(31 799)	1 985	(2 062)	2 653
Trésorerie à l'ouverture de la période	35 928	9 744	6 191	9 076
Trésorerie à la clôture de la période	4 129 \$	11 729 \$	4 129 \$	11 729 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

---

## 1. L'Administration, son mandat et ses programmes

L'ACSTA a été établie en vertu de la *Loi sur l'ACSTA*, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2002. L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Le mandat de l'ACSTA consiste à effectuer le contrôle efficient et efficace des personnes, ainsi que des biens en leur possession ou sous leur garde, ou des effets personnels ou bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport, accédant, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. L'ACSTA est aussi chargée de veiller à ce que le niveau de contrôle soit uniforme partout au Canada et d'exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien que la ministre des Transports, sous réserve des modalités qu'elle détermine, lui confère. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs.

À cette fin, l'ACSTA fournit des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

1. CPE – le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
2. CBE – le contrôle des bagages enregistrés;
3. CNP – le contrôle aléatoire des non-passagers;
4. Programme de CIZR – la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées des aéroports, au moyen de données biométriques.

En plus de ses activités obligatoires, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme a été conçu de manière à contrôler des quantités limitées de fret durant les périodes creuses en utilisant la technologie et les ressources existantes.

L'ACSTA n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Elle est cependant assujettie aux dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada), qui régit la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée (TVH). L'ACSTA est également assujettie à toutes les taxes de vente provinciales (TVP) applicables par les provinces et les territoires dans lesquels elle mène ses activités.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*, qui a été publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (Norme du SCT). Ces états n'ont pas été audités ni examinés par les auditeurs externes de l'ACSTA.

Selon la Norme du SCT, les états financiers intermédiaires doivent être établis selon les normes de comptabilisation et d'évaluation servant à la préparation des états financiers annuels audités. Par conséquent, les états financiers intermédiaires ont été établis selon les normes de comptabilisation et d'évaluation applicables en vertu des IFRS. Les états financiers intermédiaires ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers trimestriels et annuels. Ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités les plus récents et le compte rendu de la direction qui fait partie du Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014.

## 3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2014, sauf pour l'adoption des nouvelles normes en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014, qui est décrite à la note 3 q) des états financiers annuels audités.

## 4. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Crédits parlementaires	70 826 \$	96 677 \$
TPS et TVH à recouvrer	11 518	14 146
TVP à recouvrer	1 338	1 741
Autres	-	76
	83 682 \$	112 640 \$

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

---

## 5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Pièces de rechange	14 567 \$	15 381 \$
CIZR	534	224
Uniformes	189	1 460
	15 290 \$	17 065 \$

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
<b>Coût</b>									
Solde au									
31 mars 2014	121 416	\$ 653 491	\$ 5 183	\$ 4 538	\$ 23 444	\$ 95	10 119	\$ 75 344	\$ 893 630
Entrées	112	175	20	-	11	-	-	21 901	22 219
Sorties	(1 160)	(4 224)	-	-	-	-	-	-	(5 384)
Radiations	(132)	(257)	-	(97)	(36)	-	(6)	-	(528)
Reclassements	4 516	11 997	1 717	-	102	-	-	(18 332)	-
Solde au									
30 septembre 2014	124 752	\$ 661 182	\$ 6 920	\$ 4 441	\$ 23 521	\$ 95	10 113	\$ 78 913	\$ 909 937
<b>Amortissement cumulé</b>									
Solde au									
31 mars 2014	63 353	\$ 506 994	\$ 2 841	\$ 3 270	\$ 19 976	\$ 95	9 061	\$ -	\$ 605 590
Amortissement	4 613	20 358	239	334	639	-	187	-	26 370
Sorties	(1 145)	(4 193)	-	-	-	-	-	-	(5 338)
Radiations	(131)	(246)	-	(93)	(16)	-	(6)	-	(492)
Solde au									
30 septembre 2014	66 690	\$ 522 913	\$ 3 080	\$ 3 511	\$ 20 599	\$ 95	9 242	\$ -	\$ 626 130
<b>Valeurs comptables</b>									
Au 31 mars 2014	58 063	\$ 146 497	\$ 2 342	\$ 1 268	\$ 3 468	\$ -	1 058	\$ 75 344	\$ 288 040
Au 30 septembre 2014	58 062	\$ 138 269	\$ 3 840	\$ 930	\$ 2 922	\$ -	871	\$ 78 913	\$ 283 807

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels développés en interne	En développement	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 mars 2014	4 188 \$	18 186 \$	64 \$	22 438 \$
Entrées	-	19	14	33
Radiations	(417)	(224)	-	(641)
Reclassements	-	64	(64)	-
<b>Solde au 30 septembre 2014</b>	<b>3 771 \$</b>	<b>18 045 \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>21 830 \$</b>
<b>Amortissement cumulé</b>				
Solde au 31 mars 2014	2 872 \$	14 809 \$	- \$	17 681 \$
Amortissement	330	1 354	-	1 684
Radiations	(417)	(76)	-	(493)
<b>Solde au 30 septembre 2014</b>	<b>2 785 \$</b>	<b>16 087 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 872 \$</b>
<b>Valeurs comptables</b>				
Au 31 mars 2014	1 316 \$	3 377 \$	64 \$	4 757 \$
Au 30 septembre 2014	986 \$	1 958 \$	14 \$	2 958 \$

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 8. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	30 septembre 2014	31 mars 2014
<b>Financement public différé lié aux charges d'exploitation</b>		
Solde à l'ouverture de la période	19 953 \$	20 442 \$
Crédits parlementaires facturés	254 627	475 438
Crédits parlementaires différés aux périodes futures	(2 030)	-
Financement public comptabilisé en tant que crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	(255 562)	(475 927)
Solde à la clôture de la période	16 988 \$	19 953 \$
<b>Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations</b>		
Solde à l'ouverture de la période	292 797 \$	274 523 \$
Crédits parlementaires facturés	30 968	81 239
Crédits parlementaires différés aux périodes futures	(8 739)	-
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	(28 261)	(62 965)
Solde à la clôture de la période	286 765 \$	292 797 \$
<b>Total du financement public différé à la clôture de la période</b>	<b>303 753 \$</b>	<b>312 750 \$</b>

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 9. Avantages du personnel

Sur une base trimestrielle, l'actif ou passif net de l'ACSTA pour la composante prestations définies du régime de retraite enregistré (RRE), le régime de retraite supplémentaire (RRS) et l'autre régime à prestations définies (ARPD) est mis à jour pour la différence entre le coût net estimatif des avantages, tel que déterminé lors de la plus récente évaluation actuarielle annuelle, et les cotisations de l'employeur aux régimes. L'actif ou passif net n'est mise à jour pour d'importantes variations du marché qu'à la fin de chaque exercice financier, avec l'aide de l'actuaire des régimes.

Le tableau ci-après présente les charges et les cotisations relatives à ces régimes pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de six mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
<b>Charges</b>				
RRE	2 122 \$	2 375 \$	4 245 \$	4 750 \$
RRS	38	55	76	110
ARPD	557	622	1 115	1 244
	<b>2 717 \$</b>	<b>3 052 \$</b>	<b>5 436 \$</b>	<b>6 104 \$</b>
<b>Cotisations</b>				
RRE	1 366 \$	1 182 \$	2 204 \$	2 701 \$
RRS	1	-	1	-
ARPD	43	34	87	68
	<b>1 410 \$</b>	<b>1 216 \$</b>	<b>2 292 \$</b>	<b>2 769 \$</b>

Le coût des services rendus au cours de la période et l'obligation au titre des prestations constituées sont déterminés par un actuaire à tous les ans. Les hypothèses significatives appliquées pour déterminer les obligations de l'ACSTA sont décrites à la note 10 des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2014.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, l'ACSTA a comptabilisé une charge de 14 \$ (3 \$ en 2013) et 28 \$ (3 \$ en 2013), respectivement, relativement à la composante cotisations définies du RRE.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 10. Charges

L'état du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre selon leur nature :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
<b>Services de contrôle et autres coûts connexes</b>				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	101 213 \$	83 664 \$	195 246 \$	167 856 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	929	1 011	2 246	1 881
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	452	455	981	842
	102 594	85 130	198 473	170 579
<b>Soutien des programmes et services généraux</b>				
Frais relatifs aux employés	13 279	13 625	28 626	29 017
Contrats de location simple	1 549	1 557	2 850	3 067
Frais de bureau et frais informatiques	1 023	586	2 045	1 941
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	765	856	1 815	2 272
Autres frais	925	920	1 771	1 908
Communications	298	132	457	350
	17 839	17 676	37 564	38 555
<b>Amortissement</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles	13 022	14 072	26 370	29 010
Amortissement des immobilisations incorporelles	783	1 283	1 684	2 616
	13 805	15 355	28 054	31 626
<b>Exploitation et entretien du matériel</b>				
Entretien du matériel et pièces de rechange	11 585	10 002	22 216	20 614
Formation et certification	145	155	968	306
CIZR	330	268	461	446
	12 060	10 425	23 645	21 366
	146 298 \$	128 586 \$	287 736 \$	262 126 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, les divers droits d'adhésion et les coûts liés aux matériels de formation. Les autres frais englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 11. Financement public

Le tableau ci-après présente les crédits parlementaires approuvés et les montants utilisés par l'ACSTA au cours des périodes de six mois closes les 30 septembre :

	2014	2013
Crédits parlementaires approuvés pour l'exercice financier	665 011 \$	578 310 \$
Crédits parlementaires reportés à des exercices futurs	-	(7 566)
Crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation	(252 597)	(475 438)
Crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations	(22 229)	(81 239)
<b>Crédits parlementaires inutilisés</b>	<b>390 185 \$</b>	<b>14 067 \$</b>

Le tableau ci-après présente le rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	151 387 \$	120 665 \$	310 065 \$	263 900 \$
Montants reçus et à recevoir liés aux périodes précédentes	(22 925)	(6 287)	(55 438)	(36 287)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	1 648	(3 605)	(2 030)	(2 706)
<b>Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation</b>	<b>130 110 \$</b>	<b>110 773 \$</b>	<b>252 597 \$</b>	<b>224 907 \$</b>

Les crédits parlementaires pour le financement des charges d'exploitation à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses d'exploitation réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) et comptabilisés en performance financière au cours du prochain trimestre.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des immobilisations et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	20 270 \$	3 705 \$	72 207 \$	23 309 \$
Montants reçus et à recevoir liés aux périodes précédentes	(10 998)	(4 398)	(41 239)	(9 398)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	4 198	10 172	(8 739)	(1 089)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des immobilisations	13 470 \$	9 479 \$	22 229 \$	12 822 \$

Les crédits parlementaires pour le financement des immobilisations à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses en immobilisations réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) et comptabilisés au cours du prochain trimestre.

## 12. Engagements

### a) Contrats de location simple

L'ACSTA a conclu des contrats de location simple non résiliables pour du matériel et des locaux à bureau. Les paiements minimaux à effectuer au titre de ces contrats de location sont les suivants :

	30 septembre	31 mars
	2014	2014
1 an au plus	7 387 \$	7 575 \$
Plus de 1 an mais 5 ans au plus	25 159	25 481
Plus de 5 ans	15 699	18 042

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

Le contrat de location simple non résiliable le plus important de l'ACSTA est pour les locaux à bureau à l'administration centrale. Le contrat expire le 30 novembre 2017. L'option de renouvellement pour cinq années supplémentaires a été exercée au cours l'exercice précédent. Les conditions de renouvellement prévoient des avantages incitatifs à la location qui ne faisaient pas partie de l'entente originale et une option de renouvellement pour une période additionnelle de cinq ans, selon les mêmes conditions. À l'expiration de la période de prolongation, il n'y aura aucun droit de prolongation et le loyer futur sera établi en fonction des conditions du marché à cette date.

## b) Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles comprennent divers contrats pour l'acquisition de matériel, de services de contrôle et d'entretien du matériel. Ces obligations contractuelles doivent respecter les crédits autorisés et sont assorties de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de résilier, quand elle le veut, les contrats sans pénalité.

Le tableau ci-après présente les engagements minimaux au titre de ces obligations contractuelles :

	30 septembre 2014	31 mars 2014
1 an au plus	580 140 \$	552 815 \$
Plus de 1 an mais 5 ans au plus	936 172	1 113 254
Plus de 5 ans	5 976	9 197

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 13. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie s'établit comme suit pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs	(43 492) \$	7 775 \$	(1 052) \$	4 124 \$
Diminution des stocks	437	372	1 786	190
Diminution des charges payées d'avance	974	465	1 190	1 053
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	20 690	(10 110)	10 976	802
Diminution du financement public différé lié aux charges d'exploitation	(1 411)	(837)	(2 965)	(1 193)
	(22 802) \$	(2 335) \$	9 935 \$	4 976 \$

Les produits d'intérêts reçus et comptabilisés pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014 se chiffrent à 133 \$ (116 \$ en 2013) et 250 \$ (220 \$ en 2013), respectivement.

Les charges d'intérêts payées et comptabilisées pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014 se chiffrent à 0 \$ (0 \$ en 2013) et 1 \$ (1 \$ en 2013), respectivement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 231 \$ (8 180 \$ en 2013) et 30 010 \$ (3 576 \$ en 2013), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, la variation des stocks exclut des montants de 0 \$ (0 \$ en 2013) et 11 \$ (50 \$ en 2013), respectivement, au titre du transfert de pièces de rechange des immobilisations corporelles aux stocks, puisqu'ils sont liés à une opération non monétaire.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 9 113 \$ (7 109 \$ en 2013) et 41 166 \$ (4 877 \$ en 2013), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

---

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, l'ACSTA a reçu des produits hors trésorerie sous forme de notes de crédit d'un fournisseur totalisant 2 \$ (16 \$ en 2013) et 23 \$ (16 \$ en 2013), respectivement, qui sont liés à la sortie d'immobilisations corporelles.

## **14. Passifs éventuels**

Il n'y a eu aucun changement significatif quant aux actions en justice impliquant l'ACSTA durant le trimestre clos le 30 septembre 2014. Pour une description de ces litiges, se reporter à la note 17 des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2014.